



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 12 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs projets de loi et à un exposé sur la mise en œuvre des engagements du Président de la République au profit des enseignants, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici la traduction APS :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Tizi-Ouzou: ouverture d'une agence BNA dédiée à la finance islamique

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a ouvert dimanche, à la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou, sa cinquième agence à l'échelle nationale, dédiée exclusivement à la finance islamique. Située à l'entrée de la cité Mohamed-Boudiaf (2000 logements), cette agence est la cinquième du genre après celles ouvertes à Alger (Hussein-Dey), Chlef, Mascara et Ghardaïa, a précisé la responsable de la division de la finance islamique à la BNA, Amina Aâtamnia, qui a souligné que le réseau BNA compte actuellement 65 guichets dédiés à ce produit à travers le territoire nationale.

Un cadre dirigeant de cette banque, représentant sa direction générale à la cérémonie d'inauguration, Ben Houhou Hacene, a relevé, de son côté, que l'extension du réseau d'agences de la finance islamique "se poursuit progressivement", et que "d'ici peu", la BNA va atteindre les 12 agences dédiées exclusivement à ce produit.

Trois de ces nouvelles agences seront inaugurées entre décembre et janvier 2023 à Oran, El Bayadh et Annaba, a-t-il précisé. Le chargé de la finance islamique au Haut conseil islamique (HCI) Mohamed Boudjellal, a observé que l'ouverture de guichets et d'agences dédiés à la finance islamique "vient satisfaire une demande exprimée par une large frange de la société qui a réclamé ce système financier qui répond aux préceptes de l'Islam en terme de transactions financières et commerciales". "C'est une démarche qui permet, également de capter les capitaux qui sont en dehors du circuit financier officiel, au regard des sommes importantes mobilisées par ces agences et guichets", a-t-il dit sans donner de chiffre précis.

Il a, à l'occasion, annoncé la tenue, dans les prochains jours, d'une journée nationale d'information sur la finance islamique. Le responsable de la direction régionale de la BNA qui couvre les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et une partie de Boumerdes, Saâd Mourad, a indiqué que deux guichets dédiés à la finance islamique ont déjà été ouverts par cette banque, un à la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou et l'autre à Bouira. La BNA compte aussi élargir sa gamme de produits proposés par la finance islamique dont la caution pour les entreprises de réalisation de travaux qui sera lancée prochainement, a-t-on appris sur place.



[ALGÉRIE NOUVELLE : 2019-2022 , \(1\). économie : Mise en œuvre des grands chantiers](#)

À pas sûrs, l'économie algérienne a renoué avec la croissance, particulièrement durant cette année 2022 en enregistrant un important excédent commercial. La tendance haussière des cours du pétrole a incontestablement boosté ce retour à la croissance, ainsi que les mesures prises par le gouvernement concernant la stabilisation macroéconomique, surtout pour faire face à l'inflation.



[L'Algérie demeurera un état social](#)

«La véritable essence de l'Algérie nouvelle est d'opérer un changement des concepts». Voici, donc le nouveau paradigme de gestion, déjà en œuvre, mais qui nécessite la coordination de toutes et tous et à tous les niveaux pour la concrétisation de cette démarche.



[Ouverture d'une filiale bancaire en Mauritanie : Un chèque pour la coopération](#)

Après le Sénégal, «l'Algérie s'apprête à ouvrir une autre filiale bancaire en Mauritanie, pour accompagner les opérateurs économiques algériens désireux d'accéder à ce marché», a annoncé récemment le directeur général du groupe bancaire public BNA, Mohamed Lamine Lebbou.



[Nouvelle révision de l'IRG : La directrice générale des Impôts précise](#)

Cette décision ne semble pas d'actualité pour le moment. Néanmoins, les Algériens ont rendez-vous en 2023 avec une augmentation des salaires, des retraites et de l'allocation chômage...



[LA DG DES IMPOTS N'EXCLUT PAS LA RÉVISION DE L'IRG : Vers une revalorisation de l'abattement fiscal](#)

Le contenu du projet de Loi de finances pour l'année 2023, en particulier son attachement au caractère social de l'État, en étant dépourvu de tout nouvel impôt qui pèserait sur le citoyen, sont autant de mesures visant à réduire la pression fiscale sur les bas salaires et les ménages, en vue d'améliorer le pouvoir d'achat du citoyen. Une initiative qui vient ainsi concrétiser les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné au gouvernement de prendre des mesures immédiates pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens.



[UNE DÉLÉGATION À NOUAKCHOTT POUR L'OUVERTURE D'UNE FILIALE BANCAIRE : La banque algérienne prend son envol](#)

Dans le cadre de l'ouverture de succursales de banques algériennes à l'étranger, une délégation composée de directeurs de quatre banques publiques, à savoir la Banque extérieure d'Algérie, le Crédit populaire d'Algérie, la Banque nationale d'Algérie et la Banque de l'agriculture et du développement rural, est depuis samedi à Nouakchott.



Amel Abdellatif : « Il est possible de réviser davantage le barème de l'IRG »

La Directrice générale des Impôts, Mme Amel Abdellatif, a évoqué, ce dimanche 11 décembre 2022, une possible nouvelle révision du barème de l'Impôt sur le revenu global (IRG).



Abdelmadjid Tebboune, an III (Dossier) : L'Algérie nouvelle en marche

C'est dans un contexte politique encore troublé que l'élection présidentielle, organisée le jeudi 12 décembre 2019, virent s'affronter cinq candidats. Reportée à deux reprises, la consultation avait surtout pour objectif de mettre fin à la vacance du pouvoir au plus haut sommet de l'Etat.



Amel Abdellatif, DG des impôts : «Possibilité de réviser le barème de l'IRG»

«Il est possible de réviser davantage le barème de l'IRG (Impôt sur le revenu global) à condition que nous élargissions l'assiette fiscale. Ceci veut dire que la population ciblée par la fiscalité doit être plus importante et là il faut passer par ce qu'on appelle l'inclusion fiscale.



Tizi-Ouzou : La BNA ouvre une agence dédiée à la finance islamique

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré, ce dimanche, à Tizi-Ouzou, une nouvelle agence dédiée exclusivement à la finance islamique. La BNA va désormais compter cinq agences réservées à ce mode de financement après celles de Hussein-Dey (Alger), Chlef, Ghardaïa et Ghris (Mascara) en plus de 67 guichets qui assurent la prise en charge de tous les produits d'une finance qui connaît un engouement auprès de citoyens et d'opérateurs économiques à en croire Mme Amina Athamnia, cheffe de division finance islamique à la BNA.



Hausse des salaires à partir de 2023 : Qui sont concernés ?

Depuis que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé une hausse des salaires, des pensions de retraite et des allocations chômage, les employés des secteurs public et privé se posent des questions sur les catégories des travailleurs concernées par cette augmentation.

augmentation sans une révision de la grille de salaires», rapporte-t-il.



Impôts: Vers une autre révision du barème de l'IRG

Selon Mme Amel Abdellatif, Directrice générale des impôts, une révision du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG) est envisagée sous certaines conditions. «Il est possible de réviser davantage le barème de l'IRG à condition qu'on élargisse la population ciblée par la fiscalité et là, il faut passer par ce qu'on appelle inclusion fiscale», a-t-elle annoncé hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3.



Énergie : l'Algérie capte l'attention du monde

L'Algérie fait de l'œil à plusieurs pays dans le monde en raison de sa force dans le domaine de l'énergie. On vous en dit un peu plus dans ce nouveau numéro du dimanche 11 décembre 2022.



Impôts: Possibilité de réviser le nouveau barème de l'IRG

La directrice des Impôts, Mme Amel Abdellatif a déclaré qu' « il est possible de réviser davantage le barème de l'IRG à condition qu'on élargisse la population ciblée par la fiscalité et là il faut passer par ce qu'on appelle inclusion fiscale ».



Trois ans depuis l'accession de Tebboune au poste de président : Bilan d'étape et défis pour 2023

Bien que le président Tebboune ait déjà utilisé les termes qui évoquent ses trois ans à la tête de l'Etat à l'occasion du premier anniversaire de la création de la Cour constitutionnelle, célébré le 5 décembre, c'est aujourd'hui, 12 décembre, qu'il vient de boucler trois années dans ses fonctions présidentielles.



Salaires : vers de nouvelles réductions de l'IRG

La réduction de l'Impôt sur le Revenu Global (IRG), appliquée au début de l'année pourrait être revue de nouveau. Ce qui permettra l'augmentation des salaires, notamment pour les faibles revenus.



L'Algérie bloque les fonds des compagnies étrangères du transport aérié

Le montant des fonds des compagnies étrangères du transport aérien bloqués en Algérie a atteint les 180 millions de dollars. Un montant qui fait de l'Algérie le deuxième pays qui détient les proportions les plus importantes des devises des compagnies aériennes bloquées en Afrique.



Salon « des banques, Assurances et Produits Financiers » : Participation confirmée de CASH Assurances

La compagnie CASH Assurances sera présente à la 11ème édition du Salon « des banques, Assurances et Produits Financiers » – ExpoFinances -, qui aura lieu au Pavillon central de la Safex – Pins Maritimes à Alger, du 13 au 22 décembre courant. L'événement regroupera les opérateurs activant dans le domaine des Finances, ainsi que des dizaines de milliers de visiteurs.



Il y a de quoi avoir hâte à 2024 ! Avec un bilan d'étape aussi positif du Président, malgré tout

Jamais un chef d'Etat n'a été autant contrarié dans sa marche politique comme le fut le Président Tebboune : une pandémie qui a duré suffisamment longtemps pour décourager l'esprit le plus tenace, une maladie qui a duré près de huit mois, une situation financière qui invite à l'austérité et qui réduit les horizons, une situation économique héritée des années antérieures, de surcroît éprouvée par un contexte de reddition de comptes et par une croissance qui ne venait pas.



La stratégie de Tebboune : Des résultats économiques à la hauteur : Cap sur la diversification économique hors-hydrocarbures

Au total, le président de la République, Abdelamdjid Tebboune, a formulé 54 engagements réels à atteindre au cours de son mandat qui a commencé le 12 décembre 2019. Trois ans plus tard, le Chef de l'Etat a réussi à exécuter la majorité de ses objectifs économiques et ne compte pas s'arrêter là, il promet de continuer à mettre en place les réformes économiques et financières dont a besoin le pays englué depuis des années dans une crise financière sans précédent.



Cohésion, solidarité nationales et fermeté continuent de mûrir le renouveau national

Au fur et à mesure que le processus de revitalisation du renouveau national avance avec sûreté et sérénité, pour renforcer les capacités de l'Algérie à convenir à ses priorités économiques, sociales et politiques, c'est tout un consensus qui se dégage autour des moments actuels de préparation de la nouvelle Algérie, dans un scénario d'étapes socio-économique que commande la conjoncture actuelle au niveau national et international.

إثر وقفة احتجاجية لعمال بلدية مفتاح: رخصة استثنائية لصب الأجور المتأخرة

طمأن المسؤول الأول عن المجلس الشعبي البلدي لبلدية مفتاح بالبلدية، العاملين بمصالح البلدية بعد الوقفة الاحتجاجية التي نظمها مؤخرا، بأن مصالحه حازت على رخصة استثنائية من وزارة المالية، لصب أجورهم بعد حل المشكل الذي تسبب في حرمانهم من قبض رواتبهم في آجالها المحددة.



مجلس الوزراء.. جديد مشروعى ممارسة الحق النقابي والاضراب

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، بإصدار النصوص التطبيقية لمشروع قانون ممارسة الحق النقابي في أقرب الآجال. يهدف القانون، حسب بيان مجلس الوزراء، اليوم الأحد، إلى "تكريس الحق النقابي والحق في الإضراب كركيزتين أساسيتين في بناء الديمقراطية، وتفادي الانحرافات والاختلالات في المجال المهني، لإصلاح هذه المنظومة."

RÉFORMES INSTITUTIONNELLES ET STRUCTURELLES

Une étape importante dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle

Les réformes institutionnelles et structurelles que connaît le pays ces dernières années constituent une étape importante dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle visant à consolider les fondements d'un Etat de droit répondant aux aspirations du peuple, conformément aux engagements d'Abdelmadjid Tebboune, depuis son élection à la magistrature suprême du pays, le 12 décembre 2019. Ce processus s'est concrétisé par la poursuite des réformes politiques et institutionnelles profondes décidées par le président Tebboune, en vertu de la Constitution de 2020, notamment à travers l'élaboration de textes juridiques et la mise en place des organes et des institutions nouvellement créés. Au lendemain de son élection, le président Tebboune s'est engagé à la concrétisation d'un processus de réformes politiques et structurelles profondes, réaffirmant ainsi son attachement à jeter les fondements d'un Etat fort de ses institutions et adossé sur les principes de moralisation de la vie publique, la consécration de l'indépendance de la justice, tout en veillant à mettre la gestion des affaires publiques à l'abri du pouvoir de l'argent. Il s'agit, en fait, d'une réforme globale de l'Etat dans tous ses démembrements et des institutions de la République à même d'assurer l'avènement d'un Etat de droit au service du peuple, un Etat moderne promoteur de développement et garant de

l'intérêt général. A partir de là, l'action du gouvernement s'est focalisée sur la poursuite des réformes politiques et institutionnelles profondes, décidées par le président de la République, notamment en ce qui concerne l'élaboration de textes juridiques y afférents et la mise en place de l'ensemble des organes et instances constitutionnels.

Installé en juin dernier, le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), qui est un organe consultatif placé auprès du président de la République, représente le point de départ pour les jeunes en vue d'adhérer à la nouvelle dynamique que connaît l'Algérie, avait indiqué le président Tebboune. Toujours dans le cadre de la promotion des valeurs nationales de la pratique démocratique et de la citoyenneté, un Observatoire national de la société civile (ONSC) a été mis en place avec pour objectif de créer un cadre de dialogue, de concertation, de proposition, d'analyse et de prospective sur toutes les questions relatives à la société civile et à la promotion de son action.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, UNE PRIORITÉ

S'inscrivant dans le sillage de la poursuite du processus des réformes engagées par le président de la République pour l'édification de l'Algérie nouvelle, une Haute autorité de transparence,

de prévention et de lutte contre la corruption a été également installée en vue de consacrer les principes de transparence, d'intégrité et de bonne gouvernance ainsi que le renforcement des fondements de l'Etat de droit et de justice. Dotée de larges prérogatives, cette Instance est chargée de collecter, centraliser, exploiter et diffuser toute information et recommandation permettant d'aider les administrations publiques et toute personne physique ou morale à prévenir et à détecter les actes de corruption. En outre, le président de la République a instruit le gouvernement d'enrichir le projet de loi relatif à la création d'une Agence nationale de gestion des biens gelés, saisis et confisqués et de définir des mécanismes plus flexibles afin de recouvrer les biens de l'Etat et de récupérer tous les fonds détournés. Dans le même sillage, des étapes importantes ont été franchies sur la voie du processus de parachèvement de l'édifice institutionnel, à l'instar de l'installation de la Cour constitutionnelle qui jouit davantage de prérogatives et d'attributions pour consolider la pratique démocratique. En ce sens, le rôle de la Cour est passé de la mission d'assurer le respect de la Constitution à celles de contrôle, d'arbitrage, de réglementation et de consultation, en plus des prérogatives liées au contrôle de la constitutionnalité des conventions, des lois et des réglementations.

● RELANCE ÉCONOMIQUE

Le nouveau prend forme

Trois ans après son élection, le 12 décembre 2019, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, continue à concrétiser ses engagements en matière de développement socioéconomique. Le nouveau économique qu'il a promis prend forme. La reprise économique post-pandémie se poursuit avec, en tête des secteurs tirant la croissance, celui des hydrocarbures. Dans un contexte de mutation énergétique mondiale, l'Algérie a su tirer profit de son potentiel de production hydrocarbure, gazière notamment, pour s'imposer, aujourd'hui, comme fournisseur énergétique historique, sûr et fiable. Plusieurs investissements lancés, ces deux dernières années, ont permis d'atteindre un niveau de production de 110 milliards de m³/an de gaz naturel, dont plus de 50% sont destinés à l'exportation. L'objectif fixé à travers ces investissements est le renforcement de la sécurité énergétique du pays et de toute la région méditerranéenne. Il faut dire que le rôle pionnier de l'Algérie, dans ce domaine, ne cesse d'évoluer dans la région, si bien qu'elle est sollicitée par de nombreux pays qui voient leur sécurité énergétique menacée en raison des bouleversements géopolitiques

nés de la guerre en Ukraine. Dans le domaine industriel, une série de projets d'une importance stratégique, dans de nombreuses filières, ont vu le jour ces derniers mois. Le plus marquant est celui qui prévoit la construction, et non pas le montage, de plusieurs modèles de véhicules Fiat, en attendant de voir aboutir les négociations avec d'autres constructeurs d'automobiles de renommée mondiale. Des solutions rationnelles et durables ont été ainsi trouvées pour ne plus commettre les erreurs des années passées où des milliards de dollars ont été dilapidés dans «le gonflage des pneus». D'autres filières, aussi importantes que stratégiques, connaissent une nouvelle impulsion. C'est le cas pour la sidérurgie avec le projet de Gara Djebilet, de la production d'engrais avec le projet du phosphate intégré, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire. S'agissant de l'agriculture, pierre angulaire du programme du nouveau économique du président Tebboune, il y a lieu de relever les performances réalisées par un secteur qui contribue, actuellement, à hauteur de 14,7% au PIB. Il couvre pas moins de 75% des besoins du pays en produits agricoles et les mesures dont il vient

de bénéficier, en vue d'accélérer sa croissance, notamment celle de la filière céréalière (importation de matériels, soutien des prix des intrants, exonérations de taxes, etc.) permettront, dans un avenir proche, de réduire les importations et d'assurer la sécurité alimentaire du pays. Conscient de l'importance que revêt l'échange commercial, interarabe et interafricain, mais aussi avec l'Europe, le président de la République a tenu également, durant son mandat, à redynamiser la présence de l'Algérie dans ces espaces commerciaux en exigeant, d'abord, la révision de l'accord d'association avec l'UE et en appelant nos partenaires arabes et africains à lever toutes les contraintes qui empêchent le bon fonctionnement de la Zlecaf et de la Gzale.

La loi de finances 2023 a introduit une disposition qui supprime notamment les droits additionnels provisoires de sauvegarde sur les marchandises provenant de pays ou d'ensembles économiques avec lesquelles notre pays a signé des accords de libre-échange. Les échanges commerciaux avec ces espaces connaîtront, à coup sûr, un nouveau souffle.

■ Lyes Mechti

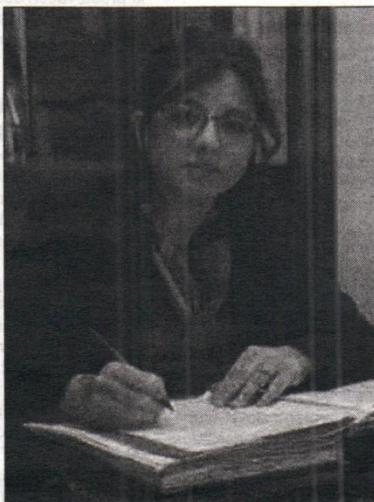
RÉVISION DES BARÈMES DES IMPÔTS

«Elle passe par l'élargissement de l'assiette fiscale»

Sur instruction du président de la République, des dispositions au soutien du pouvoir d'achat pour les salaires, les investissements et les entreprises ont été adoptées depuis 3 ans à travers toutes les lois de finances et par des mesures qui visent à moyen terme un développement socioéconomique. Les répercussions sont-elles perceptibles aujourd'hui ?

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - Intervenant sur le sujet, Amel Abdellatif, directrice générale des impôts, dira qu'à présent, ces répercussions commencent à être perceptibles puisque parmi les premières mesures qui avaient été prises, il y a eu un choix qui a été fait dans le cadre de la crise sanitaire, conformément aux directives du président de la République. Elle expliquera qu'il était question d'accompagner les entreprises en difficulté. Parmi ces premières mesures, il était question de reporter les délais de souscription des déclarations et de paiement des différents impôts et taxes, de prévoir également la révision des calendriers de paiement pour ces entreprises, de manière à les ramener de 3 ans à 5 ans. Elle citera aussi d'autres mesures, telles que les exonérations en matière de TVA, pour les dispositifs médicaux, les équipements de gestion de la crise sanitaire ainsi que pour la matière première de fabrication des médicaments. Il s'agit en fait de mesures de «solidarité», a-t-elle résumé.

Par rapport à la question du pouvoir



d'achat des ménages, elle dira que la baisse de l'IRG a été faite en deux temps, sur instruction du président de la République, où il fallait réduire la pression fiscale sur les ménages des moyens et bas salaires. La première étape, qui concerne la loi de finances 2020, consistait à exonérer carrément les salaires de 30 000 DA et moins. Selon elle, il fallait prévoir éventuellement un abattement supplémentaire pour les salaires entre 30 000 et 35 000 DA, afin d'assurer «l'équité fiscale» et respecter la «progressivité» de l'impôt. Ajoutant que pour les retraités, il y a eu la révision des barèmes de l'abattement lorsque la pension de retraite varie entre 40 000 et 45 000 DA. Même cas pour les salaires perçus par des

personnes aux besoins spécifiques. Madame Amel Abdellatif poursuit que dans un deuxième temps, on a assisté à la «grande» révision du barème IRG qui n'a pas été modifié depuis 2008, expliquant que «pour réviser le barème IRG, il fallait assurer les différents équilibres en termes de recette, puisqu'il y avait un budget à préparer». Mais elle ajoutera aussi que le barème IRG a été révisé de manière à ce que «les moyens et bas salaires en profitent le plus».

Selon elle, avec les différentes révisions, on remarque que plus le salaire est bas, plus la révision est importante. En termes de chiffres, elle dira qu'il y a une augmentation de 6% quand les revenus sont moins de 60 000 DA. Ce qui est chiffré à 195 milliards de dinars annuellement.

Avec les exonérations pour les salariés percevant moins de 30 000 DA, dans le cadre de la loi de finances 2020, 5 millions de travailleurs étaient concernés, a estimé la DG des impôts. Mais elle ajoutera qu'il est encore possible de réviser davantage le barème mais «à condition d'élargir l'assiette fiscale». Parmi ces conditions, il faudrait récupérer l'argent qui circule dans le circuit informel afin de favoriser la collecte de la fiscalité. Mais aussi assurer la relance économique, afin d'élargir l'assiette fiscale car il est question de mobiliser toutes les ressources».

Enfin, insistant sur les rentrées fiscales autres que la fiscalité ordinaire, elle dira qu'«avec la diversité économique, nous pourrions arriver à la mobilisation d'autres ressources».

A. B.

PLAFONNEMENT DU GAZ

12 pays critiquent la dernière proposition de l'UE

● Une douzaine de pays, dont la Belgique, l'Italie, la Pologne et la Slovaquie, ont fait pression pour abaisser «sensiblement» le plafond prévu par l'Union européenne pour les prix du gaz, alors que l'UE peine à trouver un accord sur cette mesure.

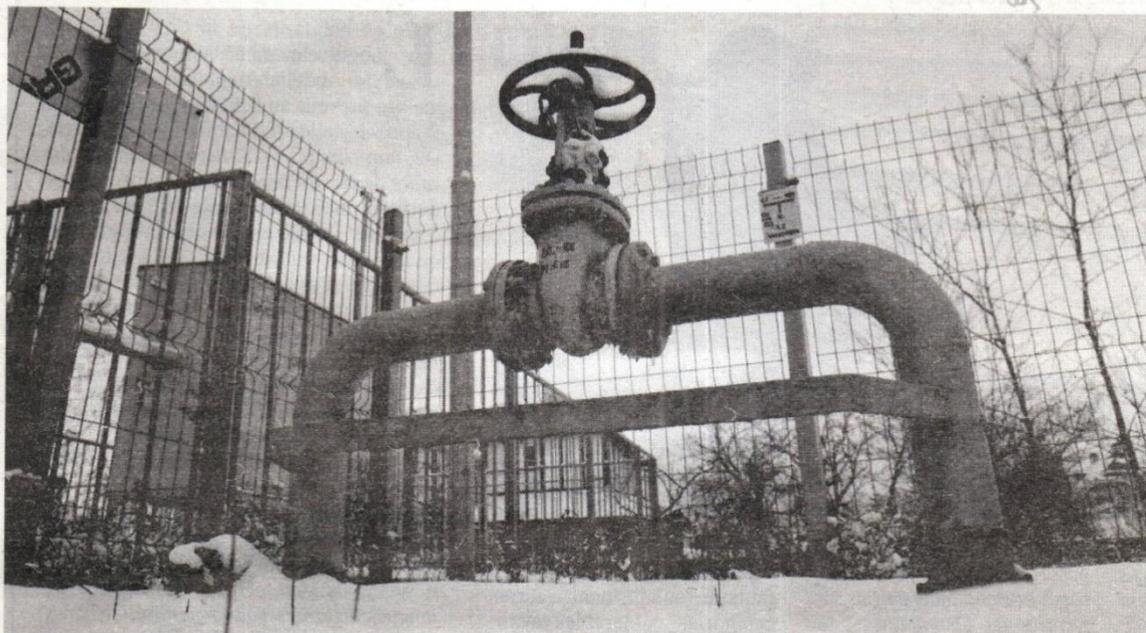


PHOTO : DR

Les pays de l'Union ont tenu des négociations d'urgence samedi pour tenter de parvenir à un accord sur le plafonnement des prix du gaz

Une douzaine de pays, dont la Belgique, l'Italie, la Pologne et la Slovaquie, ont fait pression pour abaisser «sensiblement» le plafond prévu par l'Union européenne pour les prix du gaz, alors que l'UE peine à trouver un accord sur cette mesure.

Les pays de l'Union ont tenu des négociations d'urgence samedi pour tenter de parvenir à un accord sur le plafonnement des prix du gaz lors d'une réunion de leurs ministres de l'Energie le 13 décembre, mais les Etats restent divisés sur le projet. Douze des 27 Etats membres de l'UE ont fait circuler un document demandant que le plafonnement des prix soit «nettement» inférieur au dernier compromis négocié par les pays.

«Le texte n'est pas allé assez loin vers ce que nous pourrions considérer comme un compromis satisfaisant», ont-ils déclaré. Le document, consulté par Reuters, a été

présenté par la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovaquie.

Les pays de l'UE discutent depuis des mois de la nécessité de plafonner les prix du gaz, mais n'ont pas réussi jusqu'à présent à rapprocher leurs points de vue. Certains diplomates doutent qu'un accord puisse être conclu la semaine prochaine et soulignent que les pays mécontents de la dernière proposition disposent d'un soutien suffisant pour empêcher son adoption.

Les prix du gaz en Europe ont grimpé en flèche cette année après la guerre Russie-Ukraine, faisant grimper les coûts du carburant.

Mais alors que les pays favorables au plafonnement affirment que cette mesure protégerait leurs économies des coûts élevés de l'énergie, l'Allemagne - la plus

grande économie et le plus grand marché du gaz en Europe - et les Pays-Bas se sont opposés à un plafonnement des prix du gaz, prévenant qu'il pourrait perturber le fonctionnement normal des marchés de l'énergie et dissuader les producteurs d'approvisionner l'Europe.

Le dernier projet de proposition examiné par les pays, consulté par Reuters, prévoit le déclenchement du plafonnement si les prix dépassent 220 euros par mégawatt-heure pendant cinq jours sur le contrat à un mois sur la plate-forme néerlandaise TTF (Title Transfer Facility) et s'ils sont supérieurs de 35 euros à un prix de référence pour le gaz naturel liquéfié (GNL). Le plafond est inférieur à la limite de 275 euros/MWh proposée par la Commission européenne, mais les 12 pays ont déclaré qu'il n'était pas encore assez bas.

DG DES IMPÔTS

« Un nouveau abattement fiscal est prévu prochainement »

« Il est possible de réviser davantage le barème de l'IRG à condition qu'on élargisse la population ciblée par la fiscalité et là il faut passer par ce qu'on appelle inclusion fiscale », a fait savoir la directrice générale des Impôts, Mme Amel Abdellatif.

Invitée de la Radio algérienne, Mme Abdellatif, estime qu'il faut tout revoir tout en assurant un équilibre en termes de recettes en ce sens que les bas et moyens salaires profitent le plus.

IRG

Vers la révision du barème ?

La Directrice générale des Impôts, Mme Amel Abdellatif, a évoqué, hier, «une possible nouvelle révision du barème de l'Immôt sur le revenu global (IRG).»

« Il est possible de réviser davantage le barème de l'IRG à condition qu'on élargisse la population ciblée par la fiscalité et là il faut passer par ce qu'on appelle inclusion fiscale », a déclaré Mme Abdellatif sur les ondes de la radio chaîne 3, estimant qu'il faut tout revoir tout en assurant un équilibre en termes de recettes en ce sens que les bas et moyens salaires profitent le plus.

Concernant la dernière baisse de l'IRG,

la Directrice générale des impôts a expliqué que cette baisse a été faite en deux temps. « La première étape c'était d'exonérer carrément les salaires égaux ou inférieurs à 30.000 dinars. On a aussi prévu un abattement pour les salaires entre 30.000 et 35.000 dinars », a-t-il précisé. Un abattement supplémentaire pour « assurer, justement, cette équité fiscale et respecter la progressivité de l'impôt. »

Pour les retraités, Mme Abdellatif a rappelé qu'il y a eu également révision de l'abattement lorsque la pension de retraite variait entre 40.000 à 45.000

dinars. De même pour les revenus perçus par les personnes aux besoins spécifiques.

« S'agissant des taux fiscaux, elle a expliqué que le niveau de l'investissement va favoriser la collecte de la fiscalité. Avec la diversification de l'économie, nous arriverons à mobiliser beaucoup plus de ressources mais, pour ça il faut réfléchir sur d'autres mécanismes », a-t-elle dit, en ajoutant que « pour mobiliser des ressources, il faut élargir l'assiette fiscale et ce en dépit de la fiscalité pétrolière, on mise toujours sur la fiscalité ordinaire. »

R. N.

فرع المركبات يمثل حصة الأسد في النشاط

شركات التأمين تترقب استئناف استيراد السيارات

يمثل التأمين على السيارات، حسب تقديرات المجلس الوطني للتأمينات، حصة الأسد بـ 51.2 في المائة هذه السنة مقابل 51.9 في المائة سنة 2021، مع تحقيق رقم أعمال خلال الثلاثي الأول من سنة 2022 بـ 20.079 مليار دينار مقابل 19.199 مليار دينار في نفس الفترة من سنة 2021. وسجل التأمين على السيارات نموًا بـ 4.6 في المائة بما يعادل قيمة 879.524 مليون دينار، ومن شأن إعادة بعث عمليات استيراد المركبات وتركيب السيارات محليًا أن تساهم في إحداث انتعاش في سوق التأمينات.



من شأن إعادة بعث استيراد وتركيب السيارات محليًا أن تساهم في إحداث انتعاش في سوق التأمينات

حفيظ صوالي

● حقق سوق التأمينات رقم أعمال نهاية السداسي الأول من سنة 2022 يعادل 78,4 مليار دينار أو نحو 568 مليون دولار مقابل 75 مليار دينار أو 543 مليون دولار في نفس الفترة من 2021، بنسبة نمو بلغت 4,5٪. كما سجل لأول مرة إنتاجًا في مجال تأمين التكافل بقيمة 12 مليون دينار، موزعة بين فرعي السيارات والحرائق والحوادث والمخاطر المتعددة. بالمقابل، تكشف تقديرات المجلس الوطني للتأمينات إلى نهاية الثلاثي الأول من سنة 2022 أن حصة القطاع الخاص للأضرار مثلت 22.6 في المائة مقابل نحو 77 في المائة للقطاع العام، مع تحقيق رقم أعمال إجمالي بلغ 8.9 مليار دينار مثل فيها فرع السيارات 69.9 في المائة، ما يعكس الحصة التي يمثلها فرع السيارات في تركيبة وبنية سوق التأمينات، سواء من حيث رقم الأعمال أو التعويضات أو الأضرار.

فتمتثل بلغت قيمة الأضرار المعلنة لدى شركات التأمين 15.2 مليار دينار في نهاية الثلاثي الأول من 2022 مقابل 17.4 مليار دينار في نفس الفترة من 2021، بنسبة نمو سالبة تقدر بـ 12.9 في المائة، ويحصه تمثل 72 في المائة من التصاريح لفرع "السيارات" فإن التراجع بلغ 19.4 في المائة، تلاه فرع الحرائق والمخاطر المتعددة التي تراجعت بدورها بنسبة 17.4 في المائة.

أما بالنسبة للتعويضات فإنها بلغت 11 مليار دينار بتراجع نسبته 17.6 في المائة مقارنة بنفس الفترة من الثلاثي الأول من 2021. وبلغ فرع السيارات نسبة 80.8 في المائة من حجم التعويضات برسم الثلاثي الأول من 2022، حيث انتقلت من حجم بـ 10.8 مليار دينار نهاية الثلاثي الأول من 2021 لتصل إلى 8.9 مليار دينار في الثلاثي الأول من 2022. ووفقًا للتقديرات الإحصائية تقدر حظيرة المركبات في الجزائر بنحو 7 ملايين مركبة، إلا أن الملاحظ أن الشيوخوخة تطل جزءًا معتبرًا يفوق ربع حظيرة على الأقل، في وقت سجل تراجع كبير لاستيراد المركبات خلال السنوات الثلاث الماضية بالخصوص.

وحسب معطيات الديوان الوطني للإحصائيات في السداسي الأول من 2020، فإن نسبة السيارات التي تقل أعمارها عن الخمس سنوات تمثلت 13,75٪ من التي تمت رقمتهن أو إعادة رقمتهن

نفس الفترة من 2018 بارتفاع نسبته 5,11٪ أو 41,933 وحدة. وبالتفصيل فإن الحظيرة تتشكل من 598.644 سيارة سياحية أي ما يمثل 69,46٪ من إجمالي الحظيرة المقدر بـ 861.837 مركبة، تليها مركبات نفعية 137.795 وحدة بنسبة (15,99٪) و 64.311 دراجة نارية (7,46٪)، ثم 28.751 شاحنة (3,34٪) و 9.219 جرار فلاحي (1,07٪)، كما تضم 7.806 مقطورة (0,91٪) و 6.804 حافلة (0,79٪)، يضاف إليها مركبات خاصة.

وبالنسبة للسيارات السياحية فإنها تتشكل أساسًا من سيارات فرنسية وألمانية وكورية جنوبية ويابانية فصحنية. وحسب تقديرات إحصائية فإن العلامات الفرنسية تمثل نحو 40 في المائة من تعداد الحظيرة بنحو 1.2 مليون وحدة، مقابل نحو مليون وحدة للعلامات الآسيوية التي تمثل ثلث الحظيرة. وقد سجل تسويق نحو 20700 سيارة في الجزائر سنة 2021 في ظل انكماش السوق، وعليه فإن إعادة بعث استيراد السيارات والتصنيع ستتيح انتعاش قطاع التأمينات.

في الجزائر. ويقدر عدد السيارات الجديدة بـ 41547 سيارة، بينما يقدر عدد السيارات التي تفوق 20 سنة فأكثر بـ 23,68٪ من مجمل السيارات المرقمة أو المعاد ترقيمها.

في نفس السياق فإن نسبة 12,57٪ من السيارات التي تم إحصاؤها تتراوح أعمارها من 15 و 19 سنة، مقابل 29,41٪ من السيارات أعمارها ما بين 5 و 10 سنوات. ولوحظ انكماش في نمو الحظيرة على خلفية عدد عمليات الترخيم للسيارات الجديدة، التي سجلت انخفاضًا بنحو 135 ألف سيارة في السداسي الأول من 2020 بانخفاض مقارنة بالسداسي الأول من 2019 ونفس الأمر ينطبق على عمليات إعادة الترخيم. وفي نفس السياق أشارت معطيات الديوان الوطني للإحصائيات إلى أن الحظيرة كانت تحوي ما يفوق 6.5 ملايين مركبة نهاية 2019 مقابل أكثر من 6,4 ملايين في 2018 بنمو 2,47 في المائة.

وبالتحديد كان بالحظيرة ما يقدر بـ 6.577.188 مركبة في نهاية 2019 مقابل 6.418.212 مركبة في نهاية 2018. وفي السداسي الثاني من 2019 سجل ترقيم 861.837 سيارة مقابل 819.904 سيارة في

رئيس اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، لـ"الخبر" "الانطلاق في استيراد السيارات سيحدث قفزة نوعية في رقم أعمال الشركات"

• نحو تعميم التأمين على السيارات عن بعد



يوسف بن ميسية

الخدمات المقدمة من طرف شركات التأمين لمرافقة زبائننا، لتشمل هذه الأخيرة خدمات تصليح السيارات عوض أن تقتصر حاليا على خدمات جرها ونقلها إلى مستودعات التصليح عند تعطلها أو في حالة الحوادث. في الإطار ذاته، قال ذات المسؤول إن العديد من شركات التأمين بصدد تطوير خدماتها المقدمة عن بعد والتي تقتصر حاليا على فروع التأمين على المنازل والسفر والكوارث الطبيعية، حيث ستنطلق هذه الأخيرة في تسويق عقود التأمين على السيارات عبر شبكة الأنترنت انطلاقا من السنة المقبلة، وهو ما يتزامن والانطلاق في استيراد السيارات، في الوقت الذي بادرت شركات أخرى في تسويق منتجاتها للتأمين على السيارات عن بعد.

وحسب نفس المسؤول فإن استحداث المنصة الرقمية المكلفة بتسوية الملفات العالقة بين الشركات جاء في الوقت المناسب، حيث سيعمل قرار الانطلاق في استيراد السيارات الجديدة على تكثيف نشاطها والمساهمة في عدم تفاقم الملفات والتأخر في تعويض المتضررين من حوادث السيارات.

سمية يوسف

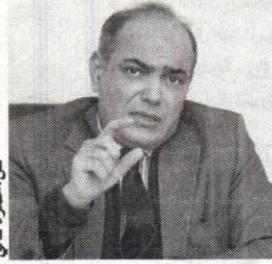
أكد رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، أن العودة إلى استيراد السيارات الجديدة قرار سيحدث "قفزة نوعية" في نشاط شركات التأمين ويسمح بتسجيل زيادة ملحوظة في رقم أعمالها السنوي، وهو ما سيعمل على تحسين التوازن المالي لفرع التأمين على السيارات. بالمقابل، قال ذات المسؤول إن تقديم شركات التأمين لخدمات ذات نوعية في قطاع التأمين على السيارات يبقى مرتبطا بعودة مصنعي السيارات وتطوير قطاع المناولة محليا.

وقال رئيس اتحاد شركات التأمين وإعادة التأمين، في تصريح لـ"الخبر"، إن الانطلاق في استيراد السيارات ابتداء من 2023 سيساهم في تحسين فعالية شركات التأمين، حيث من المتوقع أن تعرف معدل نمو ملحوظا في فرع التأمين على السيارات، مقابل الانتعاش الذي شهده هذا الأخير خلال السنة الماضية، وذلك رغم غياب استيراد السيارات الجديدة.

وتشير الأرقام الرسمية للمجلس الوطني للتأمينات إلى تحسن نوعي لنشاط قطاع التأمين على السيارات، الذي سجل زيادة في رقم أعماله بلغت 3,23 بالمائة إلى غاية نهاية سبتمبر من السنة الجارية، مقابل ارتفاع في رقم الأعمال الإجمالي بلغ معدله 4,5 بالمائة.

على صعيد آخر، أوضح يوسف بن ميسية أن تشجيع الإنتاج المحلي للسيارات بعودة مصنعي السيارات للاستثمار في القطاع وتطوير قطاع المناولة سيساهم بصفة فعالة في تحسين

الرئيس المدير العام لـ "أليانس للتأمينات"، حسان خليفاتي، لـ "الخبر" "سنة 2023 مرحلة انتقالية والانطلاقة الحقيقية ستكون في 2024" • فرض الرقابة لتكريس الشفافية في النشاط



حسان خليفاتي

• أكد الرئيس المدير العام لشركة "أليانس للتأمينات"، حسان خليفاتي، على التحضير للمرحلة المقبلة والتكيف مع التطورات الحاصلة، مع دخول حصة من السيارات المستوردة أو خروج أول السيارات المركبة على مستوى المصانع المحلية، بالإضافة إلى ترقب دخول السيارات الأقل من ثلاث سنوات.

وأشار المتحدث، أمس في تصريح لـ "الخبر"، إلى مواصلة "أليانس للتأمينات" طرح عروضها الكلاسيكية في مجال تأمينات السيارات، موازاة مع اقتراح العروض الخاصة أيضا بما يتماشى مع الوضع القائم، لاسيما من خلال تواصل مع المستوردين والموزعين وكذا أصحاب المعارض للتواصل مع الزبائن. وشدد خليفاتي، في السياق ذاته، على دور الرقمنة في التعامل مع زبائن الشركة، باعتباره الخيار الذي تبنته أليانس بطرح هذا النوع من الخدمات الرقمية عبر الموقع

الإلكتروني وتطبيق الهاتف الذكي، وهو الأمر الذي يتيح للزبون إجراء معاملات التأمين عن بعد ومراقبة ملفه وكل ما يتعلق به دون عناء التنقل إلى الوكالة.

ومن الناحية المقابلة، أكد الرئيس المدير العام لـ "أليانس للتأمينات" أن الشركة تركز على الرغم من المنافسة الكبيرة على مستوى السوق الوطنية على مراعاة ما ينص عليه البروتوكول، لاسيما ما تعلق منه بعدم تجاوز التخفيضات نسبة 50 في المائة، داعيا إلى ضرورة التقيد بهذا المبدأ والابتعاد عن ما عبّر عنه

بـ "حرب الأسعار" بين شركات التأمين، مشيرا في سياق متصل إلى "الفوضى" التي يعاني منها سوق التأمينات الجزائري، في غياب الرقابة التي كان من شأنها أن تفرض الشفافية في النشاط. وخلال تطرقه إلى تأثير دخول السيارات الجديدة إلى الحضيرة الوطنية على نشاط التأمينات، لاسيما مع انطلاق أول عمليات الاستيراد المتوقعة بداية الثلاثي الأول من السنة المقبلة، توقع خليفاتي أن تكون سنة 2023 بمثابة السنة الانتقالية لنشاط شركات التأمين بالنظر إلى جملة العوامل التي ترافق هذه المرحلة، لاسيما تلك المرتبطة بحالة الندرة في السوق العالمية في ظل تواصل التضخم والركود في النشاط الاقتصادي، موازاة مع الفترة الضرورية للوكالات للانسجام مع ما تفرضه دفاتر الأعباء من شروط، وبالتالي فإن الانطلاقة الحقيقية، كما قال المتحدث، ستكون بداية من سنة 2024.

سعيد بشار



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger